

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 950

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

La balance faussée

Le nouveau régime financier proposé par le Conseil fédéral est décevant, hélas! et sans surprise. A-t-on même le droit d'être déçu quand on n'espérait guère? Le réflexe européen n'est pas dans la nature de M. Stich; d'ailleurs le gros des troupes et les vieilles gardes de la politique suisse n'allaient pas de l'avant et le chef du Département des finances n'avait donc pas à les suivre: ni le Vorort, ni l'USAM, ni l'Association suisse des banquiers, ni le Parti radical, ni le Parti socialiste, ni l'UDC ne voulaient prendre des risques. Otto Stich ne fut donc pas contraint de forcer sa nature.

Mais la prudence n'est pas toujours bonne conseillère. Tel que présenté, le projet du Conseil fédéral est inéquitable. La campagne pour le «non» commence donc, dès maintenant.

Le problème n'est pas celui des vertus fiscales de la TVA opposées à celles de l'Icha. Les modalités techniques de l'imposition indirecte — par paliers ou en une seule prise — sont importantes, certes, mais ne constituent pas à elles seules une politique. La TVA que certains découvrent aujourd'hui avec quelque naïveté néophyte offre un inconvénient et deux avantages.

L'inconvénient, c'est de multiplier les entreprises assujetties à l'impôt et, par conséquent, dans un régime de démocratie directe, de susciter tout autant d'oppositions corporatistes (restaurateurs, coiffeurs, etc). L'avantage premier est d'être le modèle européen; deuxième qualité, qui concerne le ménage helvétique, la TVA, même à un taux réduit, dégage un rendement suffisant pour que soit à disposition une marge de manœuvre qui permette une véritable réforme de la fiscalité et de la politique fédérales.

Un nouveau régime financier, si les mots ont un sens, implique un remodelage de l'impôt fédéral direct et de l'impôt indirect. Or le Conseil fédéral ne l'entend pas ainsi. Ce qu'il propose, c'est un simple aménagement de la fiscalité indirecte, tout en demandant que l'impôt direct, qui a subi quelques retouches en réponse à

l'initiative radicale, soit inscrit définitivement et sans limite de temps dans la Constitution.

Or, cette séparation signifie que les allègements de la fiscalité indirecte seront compensés par de nouvelles charges indirectes. Il y a, dans ce secteur fiscal, transfert de charge; le résultat est une injustice sociale flagrante.

Reprenons!

La classe politique estime que la taxe occulte (Icha frappant les investissements, non remboursable notamment sur les produits exportés) pénalise l'industrie suisse face à la concurrence étrangère. A supprimer donc. Il en coûte 1,8 milliard.

Remarquons d'abord que la priorité absolue accordée à cette mesure n'est pas évidente. Les variations monétaires et la tenue du franc suisse ont plus d'importance que la taxe occulte. Une baisse de 10% du franc suisse dope pour plus de 6 milliards la marge bénéficiaire des produits suisses. En d'autres temps, la surévaluation les a pénalisés pour plus que le handicap de la taxe occulte.

Les quelque deux milliards de perte seront retrouvés par une extension de l'Icha aux agents énergétiques et à divers services. Les consommateurs paieront les allègements offerts à l'industrie d'exportation.

Mais ils n'auront pas la satisfaction de voir l'imposition indirecte étendue à des services de luxe, rétablissant ainsi une certaine progressivité. Ils n'auront pas, en compensation, une réduction de leur imposition directe; les lacunes de la politique sociale, notamment celles de l'inéquitable assurance-maladie ne seront pas corrigées. Le projet subira donc inévitablement les feux croisés d'une partie de la droite et de la gauche. Pour la gauche, le transfert de charges sera un repoussoir; pour la droite, le maintien de l'impôt direct, en l'état, sera inacceptable.

La consultation a fait pourtant apparaître des convergences qui prouvent que l'on pourrait sortir des sentiers

AG

(suite en page 2)